



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Culture

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Yvon PELLET.

## **Culture - Convention de gestion de programmation artistique des salles de spectacles des communes de Castelnau-le-Lez et du Crès - Autorisation de signature**

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Le Pacte de confiance Métropolitain 2014-2020 conclu entre la Métropole et les 31 communes membres précise que « l'intercommunalité doit être considérée comme une coopérative d'action publique au service des communes. Elle est dédiée à l'animation d'un projet commun, la mise en œuvre des politiques qui projettent le territoire à l'extérieur, tout en appuyant et valorisant les fonctions de proximité de l'échelon communal ». Il indique également que : « la Métropole place la solidarité et la coopération au cœur de son projet politique. Elle encourage notamment les communes à s'associer pour porter des projets s'inscrivant dans la dynamique métropolitaine ».

En application de l'article 74 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) et l'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé son projet de schéma de mutualisation par délibération n°13448 du Conseil du 16 décembre 2015.

L'ambition de ce schéma est de repositionner l'intercommunalité comme une coopérative d'action publique au service des communes. A cet effet ; un projet de gestion mutualisée des salles de spectacles de l'ensemble des communes dotées ou se dotant d'un équipement dédié au spectacle vivant, a ainsi été intégré au sein de la partie prospective de ce schéma de mutualisation (fiche prospective n°11).

L'objectif visé par ce projet est de répondre aux besoins d'expertise de plusieurs communes du territoire en créant un service ressource qui leur permette de bénéficier d'une offre culturelle de proximité en rationalisant les dépenses publiques par une mutualisation des personnels et les moyens dédiés à ces salles tout en réaffirmant la dynamique métropolitaine au cœur du projet.

Ce projet conforte l'intérêt du transfert de la compétence Culture du Département à la Métropole dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 90 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe).

C'est dans cette perspective et dans ce cadre qu'un projet métropolitain global autour du spectacle vivant, mettant en réseau de manière optimisée et coordonnée les principaux équipements du territoire métropolitain, a été développé en 2017, en intégrant, entre autres, deux nouveaux équipements structurants : L'Agora au Crès, et le Kiasma à Castelnau-le-Lez.

A cette fin, il a été proposé de conduire une étude qui s'étend à l'ensemble des problématiques des salles de spectacle vivant afin de constituer une offre globale visant à poursuivre l'accès de tous aux œuvres comme aux pratiques, de permettre une présence territoriale forte nécessaire tant à la vitalité artistique qu'à l'entretien d'un débat collectif et d'une vie sociale mais également de garantir une liberté de choix de ses pratiques culturelles à chaque habitant de la Métropole, et d'obtenir à terme un rayonnement régional.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes partenaires ont recruté un chargé de mission, sur une durée de six mois renouvelable, qui a eu pour double mission, d'une part d'assurer la programmation artistique à vocation métropolitaine pour la saison d'ouverture des deux nouvelles salles de Castelnau-le-Lez et du Crès en coordination avec les équipements métropolitains et les autres principaux acteurs culturels sur le territoire métropolitain, et d'autre part de mener une étude de préfiguration sur la gestion concertée et mutualisée des salles de spectacles sur l'aire géographique métropolitaine. Cette étude a été suivie par un comité de pilotage auquel ont participé les représentants de toutes les communes volontaires, notamment : Castelnau-le-Lez, Le Crès, Lattes, Montpellier, Saint Jean de Védas et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle a conduit à l'évaluation de la mise en place d'un service commun.

Afin de poursuivre cette démarche, il convient de renouveler entre la Métropole et les communes de Castelnau-le-Lez et du Crès une convention de gestion régissant les modalités de mise en œuvre, par la Métropole et au bénéfice des communes du Crès et de Castelnau-le-Lez, des missions susmentionnées, à savoir :

- Direction artistique des salles de Castelnau-le-Lez et du Crès veillant à intégrer des coproductions avec les salles de théâtre municipales de la Métropole, une programmation de compagnies du territoire et une collaboration avec les partenaires institutionnels de la Métropole ;
- Lancement d'un travail en réseau entre les salles de spectacle et les partenaires institutionnels visant à structurer la filière, mailler le territoire et développer le travail en direction des publics.

La convention à intervenir sera conclue pour une durée de quatre mois à compter de la date de sa signature ; d'autres conventions de gestion pourront intervenir au terme de cette deuxième phase. Elle précise que la Métropole sera l'employeur du personnel affecté à la réalisation des missions. Elle dispose en conséquence que les dépenses liées à l'exercice des missions, évaluées à ce stade à 22 300 €, feront l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Métropole, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers, et appeler auprès des communes partenaires au remboursement de la partie des missions réalisée pour leur compte.

La Métropole pourra solliciter des subventions auprès de ses partenaires institutionnels afin qu'ils contribuent à la structuration du développement du spectacle vivant sur l'aire géographique métropolitaine, et au-delà au niveau régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de gestion visée en objet,
- autoriser les demandes de subventions au taux le plus large possible auprès de l'État et de la Région,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de gestion susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-40132-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.